



# Analyse des mouvements citoyens par la RTBF

La RTBF vient de publier une étude commandée il y a un an à divers milieux académiques sur le contenu politique des divers mouvements citoyens et petits partis de notre pays. Compte tenu des propos malveillants émanant du Collectif citoyen à l'égard de RMC comme à l'encontre du reste de la classe politique, nous soumettons cette analyse aux citoyens.

BELGIQUE

## Elections 2024 : quels sont les "petits partis" ?

© RTBF

29 mai 2024 à 05:45 - mise à jour hier à 10:09 • 16 min

Lien vers l'article : <https://www.rtfb.be/article/elections-2024-quels-sont-les-petits-partis-11380004>

A côté des "grands" partis (PS, MR, Ecolo, Engagés, Défi et PTB) qui comptent déjà des élus dans les différents parlements, il y a de plus petits partis qui présentent des listes pour les différents scrutins du 9 juin, parfois pour les différents niveaux de pouvoir, parfois dans toutes les

circonscriptions, parfois pas. Pour déposer leurs listes, ils ont soit obtenu des signatures de députés sortants, soit obtenu les signatures des centaines d'électeurs nécessaires selon les critères des différents niveaux de pouvoir.

### **"Collectif citoyen"**

Le [Collectif citoyen](#) ne présente pas de liste pour l'élection au Parlement européen, mais il en présente dans toutes les circonscriptions pour les élections fédérales, au scrutin régional bruxellois et dans une partie des circonscriptions pour l'élection au Parlement wallon. En Région Wallonne, il n'y a ainsi pas de listes à Dinant, Mons, Soignies, Tournai et Verviers.

Notre rédaction s'est penchée sur la composition de ces listes. Elle y a noté la présence d'Alain Colignon en tête de liste à Bruxelles pour l'élection à la Chambre des Représentants. Il s'agit d'un médecin qui a été condamné par l'ordre des médecins à deux ans de suspension du droit d'exercer l'art médical, comme le rapporte cet article de [La Libre](#). L'Ordre lui reprochait d'avoir abusé de son autorité médicale et de son crédit scientifique pour diffuser "des opinions douteuses, des thèses non suffisamment étayées et des pratiques médicales qui ne cadrent pas avec les connaissances scientifiques actuelles généralement admises". Dans cet autre [article qui a disparu du site de Pan mais que la rédaction de Décrypte a retrouvé](#), et où l'on traite de l'obligation vaccinale pour les soignants, Alain Colignon se range lui-même parmi les complotistes.

Autre personnalité, 2e sur la liste fédérale à Bruxelles, Senta Depuydt. Journaliste de formation elle n'est pas inconnue des milieux complotistes non plus. Sur son site appelé "sûreté vaccins", elle développe de nombreux argumentaires contre la vaccination, que ce soit contre le Covid ou contre d'autres maladies. Senta Depuydt avait aussi participé à la désinformation sur l'Euras et faisait à [ce titre partie de 25 personnes que notre rédaction avait identifiées comme désinformant activement sur l'Euras](#), l'Education à la vie relationnelle, affective et sexuelle.

Toujours sur cette liste fédérale à Bruxelles, en troisième place, Nicolas Lefèvre est le président de la page Facebook Bon Sens Belgique qui a désinformé autant sur le Covid que sur l'Euras.

Pas étonnant, dès lors, de retrouver dans le programme du Collectif citoyen des points tels qu'une revendication de la liberté thérapeutique ou la demande d'une [refonte de l'Euras](#).

### **RMC, "Reprise en main citoyenne"**

Ce parti, [RMC](#), ne présente des listes qu'à Liège et dans le Brabant Wallon pour l'élection à la Chambre et, pour l'élection au Parlement wallon, à Namur, Huy-Waremme, Verviers et Liège.

La création de ce parti, mouvement citoyen, est récente. On la doit en grande partie à Michel Bureau, médecin et ancien échevin de Trois-Points et, par ailleurs, auteur d'un ouvrage, "Reprise en main citoyenne, traité de politique à l'attention du citoyen libre".

RMC entend accroître la participation des citoyens au pouvoir. Pour RMC, changer le système politique passerait par le recours à des référendums d'initiative citoyenne et un tirage au sort de mandataires parmi les citoyens (sous conditions). Pour ce parti, le parlement doit être "non contrôlé par les partis".

RMC prône aussi une justice indépendante du pouvoir politique et veut garantir l'indépendance et la pluralité de la presse.

Ce parti veut également imposer les "sociétés supranationales" et "les milliardaires" selon "les mêmes règles que les sociétés de droit belge et les citoyens". Il critique "l'endettement déraisonnable" de l'État et veut revoir la fiscalité sur les pensions et les successions.

Côté santé, RMC prône "la liberté de chacun de disposer librement de sa santé et de son corps". Il épingle les fermetures de lits dans le secteur des soins de santé, le numerus clausus et l'examen d'entrée en médecine. "Chacun a le droit de choisir son médecin et sa médecine", prévoit le programme de RMC qui refuse de confier la promotion de la santé "à Big pharma" et à "des experts auto-désignés et avec conflits d'intérêts". RMC s'oppose au projet "One health" de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

De manière plus générale, RMC combat "la mondialisation". Le parti a aussi des propositions en matière d'enseignement, de défense et d'environnement, notamment.

### **"Agora"**

Ce parti, [Agora](#), ne présente des listes que pour l'élection fédérale et seulement dans trois circonscriptions : Bruxelles, le Brabant Wallon et Namur. Pour chacune de ces listes, il n'y a que deux candidats effectifs.

Agora entend "combler le fossé" entre les élus et les citoyens. Dans son programme, figurent des points tels que "combiner élections, tirage au sort et référendums". En résumé, dans le système politique imaginé par Agora au niveau fédéral, la Chambre et le Sénat coexisteraient. Le Sénat serait composé de citoyens et de citoyennes tirés au sort. Ces derniers auraient pour mission de proposer, d'amender ou d'abroger des lois. Le Sénat citoyen serait convoqué par pétitions. En cas de désaccord entre le Sénat et la Chambre, on recourrait à un référendum. Le système serait transposable dans les Régions et les communes.

Dans le programme d'Agora, on épingle aussi le financement des partis, en lien avec les propositions du panel citoyen "We need to talk", le renforcement de l'éducation civique et de la participation citoyenne, des institutions plus transparentes, une amélioration du contrôle de l'exécutif, une meilleure séparation des pouvoirs et une dépolitisation des recrutements dans la fonction publique et le système judiciaire.

### **"Blanco"**

C'est probablement le parti se présentant aux élections avec le programme le plus court. Il ne compte qu'un seul point.

[Blanco](#) ne propose des listes que pour l'élection au Parlement fédéral et ce dans chacune des 11 circonscriptions, en Flandre, à Bruxelles et en Wallonie.

Le projet de Blanco, c'est de donner une existence aux votes blancs ou nuls dans les résultats des élections. Le mouvement, si ses candidats sont élus, veut modifier la loi électorale dans le but de préparer une révision de la constitution. L'idée est d'ajouter sur les bulletins de vote une option supplémentaire pour que les électeurs puissent aussi voter pour un siège non-attribué à la Chambre.

Blanco rappelle qu'en 2019, 6.09% des votes exprimés étaient blancs ou nuls, soit les votes de 438.095 électeurs. Blanco conteste le fait que ces votes blancs et nuls ne sont pas pris en compte

*dans la répartition des sièges, ce qui donne "indirectement plus de poids à l'ensemble des partis élus", puisque les sièges non attribués aux votes blancs ou nuls sont répartis proportionnellement entre les partis élus.*

FRANC